

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

3 décembre 2004

PROPOSITION DE LOI

**introduisant un article 380^{quater} dans le
Code pénal relatif au recours aux services
sexuels d'une victime de la traite des
êtres humains**

(déposée par Mme Marie Nagy)
_____**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

3 december 2004

WETSVOORSTEL

**tot invoeging van een artikel 380^{quater} in
het Strafwetboek met betrekking tot het
gebruiken van diensten van seksuele aard
geleverd door een slachtoffer van
mensenhandel**

(ingediend door mevrouw Marie Nagy)
_____**RÉSUMÉ**

La présente proposition de loi vise à introduire une nouvelle disposition dans le Code pénal afin de sanctionner le fait de recourir sciemment aux services sexuels d'une personne victime de la traite des êtres humains.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe een nieuwe bepaling in het Strafwetboek in te voegen teneinde het welbewuste gebruik van diensten van seksuele aard van een slachtoffer van mensenhandel te bestraffen.

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>Vlaams Belang</i>	: Vlaams Belang
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : publications@laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition s'inscrit dans le cadre plus large de la lutte contre la traite des êtres humains qui constitue l'objectif de nombreux instruments internationaux. Pour ne citer que les plus récents, nous pouvons relever:

– la déclaration adoptée lors du deuxième sommet du Conseil de l'Europe (octobre 1997), dans laquelle les chefs d'État et de gouvernement des États membres du Conseil de l'Europe décident «de rechercher des réponses communes aux défis posés par l'extension [...] de la criminalité organisée [...] à l'échelle du continent» et affirment leur détermination «à combattre la violence contre les femmes et toute forme d'exploitation sexuelle des femmes»;

– la proposition de décision-cadre du Conseil de l'Union européenne relative à la lutte contre la traite des êtres humains¹;

– la recommandation du Comité des ministres du 19 mai 2000 condamnant la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle, qui constitue une violation

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel past in het ruimere kader van de strijd tegen de mensenhandel, een doelstelling van heel wat internationale instrumenten, waarvan de meest recente zijn:

– de verklaring goedgekeurd op de tweede top van de Raad van Europa (oktober 1997), waarin de staatshoofden en de regeringsleiders van de lidstaten van de Raad van Europa beslissen «gemeenschappelijke antwoorden te zoeken op de uitdaging van de verspreiding [...] van de georganiseerde misdaad [...] over het hele continent» en hun vastberadenheid bevestigen «om geweld tegen vrouwen en elke vorm van seksuele uitbuiting van vrouwen te bestrijden» (*vertaling*);

– het voorstel voor een kaderbesluit van de Raad van de Europese Unie inzake de bestrijding van mensenhandel¹;

– de aanbeveling van het Ministercomité van 19 mei 2000, die mensenhandel met het oog op seksuele uitbuiting veroordeelt, omdat het een schending vormt van

¹ COM (200) 854 final/2, 2001/0024 (CNS). Dans son article 2 relatif aux infractions liées à la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, la proposition stipule: «Chaque État membre prend les mesures nécessaires pour veiller à ce que soient punis le recrutement, le transport ou le transfert d'une personne, y compris son hébergement, son accueil ultérieur et la passation du contrôle exercé sur elle, lorsque l'objectif poursuivi est de l'exploiter à des fins de prostitution, de spectacles pornographiques ou de production de matériel pornographique, dans les cas suivants: a) lorsqu'il est fait usage de la contrainte, de la force ou de menaces, y compris l'enlèvement; b) lorsqu'il est fait usage de la tromperie ou de la fraude; c) lorsqu'il y a abus d'autorité ou d'influence ou exercice de pressions; ou d) sous la pression d'une autre forme d'abus.» La proposition prévoit des circonstances aggravantes lorsque les infractions sont commises dans le cadre d'une organisation criminelle.

¹ COM (200) 854 final/2, 2001/0024 (CNS). In zijn artikel 2 betreffende de inbreuken in verband met de mensenhandel met het oog op seksuele uitbuiting, bepaalt het voorstel: «Elke lidstaat moet de maatregelen nemen die nodig zijn om ervoor te zorgen dat het werven, vervoeren en overbrengen van een persoon, inclusief onderdak en daaropvolgende opnemingen en van de wisseling van de controle over hem of haar strafbaar is, en wel ingeval hij of zij wordt uitgebuit in het kader van prostitutie of bij pornografische voorstellingen dan wel bij de productie van pornografisch materiaal, en: (a) gebruik is gemaakt van dwang, geweld of bedreigingen, inclusief ontvoering, of (b) gebruik is gemaakt van misleiding of fraude, of (c) misbruik is gemaakt van gezag, invloed of druk, of (d) er sprake is van een andere vorm van misbruik». Het voorstel voorziet in verzwarende omstandigheden indien het misdrijf begaan werd in het kader van een criminele organisatie.

des droits de la personne humaine et une atteinte à la dignité et à l'intégrité de l'être humain²;

– le protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, signée à Palerme en décembre 2000³;

– la recommandation 1545 du Conseil de l'Europe du 21 janvier 2002 qui recommande aux États d'introduire des sanctions pénales à l'encontre de clients qui utilisent en connaissance de cause les services de femmes victimes de la traite des êtres humains.

L'objectif de la présente proposition de loi est de poursuivre la prostitution là où l'on a de sérieuses raisons de craindre qu'elle est l'instrument de réseaux criminels usant de moyens de contrainte et ayant volontiers recours à la violence à l'égard de leurs victimes.

Il ne s'agit dès lors pas de lutter contre les prostitué(e)s mais bien contre les situations d'esclavagisme qui peuvent résulter de la prostitution. Or, l'on sait que la prostitution est de plus en plus le fait de victimes d'origine étrangère en situation fragilisée, voire illégale et, de ce fait, victimes de réseaux⁴.

² Recommandation R(2000)11. Le Comité recommande aux gouvernements des États membres de revoir leur législation et leur pratique en vue d'introduire, si nécessaire, et de mettre en oeuvre les mesures contenues dans l'annexe à la recommandation. Cette annexe définit ce qu'il faut entendre par traite des êtres humains: «la traite d'êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle désigne le recrutement par une ou plusieurs personnes physiques ou morales et/ou l'organisation de l'exploitation du transport ou de la migration - légale ou illégale - de personnes, même consentantes, en vue de leur exploitation sexuelle, le cas échéant, par une forme quelconque de contrainte, en particulier la violence ou les menaces, l'abus de confiance, l'abus d'autorité ou l'abus d'une situation de vulnérabilité». Sur cette base, les gouvernements des États membres sont notamment invités à prendre des mesures législatives et judiciaires et à coordonner leurs initiatives sur le plan national et international. Ainsi, il est demandé de mettre en place ou de renforcer la législation applicable en matière de traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle et de prévoir si nécessaire des incriminations spécifiques.

³ Selon le protocole, il faut entendre par traite des personnes: «le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend au minimum l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes».

⁴ Voyez notamment le rapport du Sénat fait au nom de la sous-commission «Traite des êtres humains et prostitution», Sénat, n° 2-152, 1999-2000.

de rechten van de menselijke persoon en een aantasting van de menselijke waardigheid en integriteit²;

– het bijkomende protocol ter voorkoming, bestrijding en bestraffing van mensenhandel bij het Verdrag van de Verenigde Naties tegen de internationale georganiseerde misdaad, dat in december 2000 in Palermo ondertekend werd³;

– aanbeveling 1545 van de Raad van Europa van 21 januari 2002, die de Staten aanbeveelt om strafsancties in te voeren tegen klanten die een beroep doen op de diensten van vrouwen van wie ze weten dat zij het slachtoffer zijn van mensenhandel.

Dit wetsvoorstel wil de prostitutie laten vervolgen wanneer er ernstige vermoedens bestaan dat ze in handen is van criminele netwerken die gebruik maken van dwang en die geweld tegen hun slachtoffers niet schuwen.

Het gaat er dus niet om personen die zich prostitueren aan te pakken, maar de vorm van slavernij, die een gevolg kan zijn van prostitutie. Zoals bekend is prostitutie steeds vaker een zaak van buitenlandse slachtoffers in een kwetsbare, of zelfs illegale situatie, die hierdoor het slachtoffer worden van netwerken⁴.

² Aanbeveling R(2000)11. Het Comité beveelt de regeringen van de lidstaten aan hun wetgeving en hun praktijk te herzien om, indien nodig, de maatregelen die als bijlage bij de aanbeveling zijn opgenomen in te stellen en uit te voeren. Deze bijlage bepaalt wat met mensenhandel wordt bedoeld: «mensenhandel met het oog op seksuele uitbuiting is het ronselen door een of meer natuurlijke personen of rechtspersonen en/of het organiseren van de onderneming van het vervoer of de - legale of illegale - migratie van personen, zelfs met hun instemming, met het oog op hun seksuele uitbuiting, in voorkomend geval door middel van enige vorm van dwang, in het bijzonder geweld of bedreiging, misbruik van vertrouwen, misbruik van gezag of misbruik van een kwetsbare positie» (*vertaling*). Op basis hiervan vraagt het comité de regeringen van de lidstaten wetgevende en gerechtelijke maatregelen te nemen en hun initiatieven nationaal en internationaal te coördineren. Zo wordt gevraagd de wetgeving betreffende mensenhandel met het oog op seksuele uitbuiting in te stellen of uit te breiden, en indien nodig te voorzien in specifieke strafbaarstelling.

³ Volgens het protocol wordt met mensenhandel bedoeld: «het ronselen, vervoeren of doorvoeren, verbergen of opvangen van personen, door middel van bedreiging met of gebruik van geweld of andere vormen van dwang, met ontvoering, arglist, bedrog, misbruik van gezag of van een toestand van kwetsbaarheid, of door het betalen of aanvaarden van geld of voordelen om instemming te verkrijgen van een persoon die gezag uitoefent over een andere persoon met het oog op diens exploitatie. Het moet ten minste om de uitbuiting van iemands prostitutie-activiteiten gaan of om andere vormen van seksuele uitbuiting, dwangarbeid en dienstverlening onder dwang, slavernij of daaraan verwante praktijken» (*vertaling*).

⁴ Zie hierover het verslag van de Senaat namens de subcommissie «Mensenhandel en prostitutie», Senaat, nr. 2-152, 1999-2000.

Ainsi notre but n'est pas de pénaliser toutes relations sexuelles entre adultes libres et consentants, que celles-ci interviennent dans un cadre privé ou non, mais de pénaliser le client de services sexuels qui aurait abusé, en connaissance de cause, de la situation particulièrement précaire d'une personne en raison de son asservissement à un circuit de prostitution forcée ou d'une organisation criminelle. On ne peut en effet accepter qu'une personne ait des relations sexuelles sachant que son partenaire est victime d'une situation de contrainte et que son consentement est dès lors vicié. La société se doit de poser certaines balises dans le respect de la dignité et de la valeur de la personne humaine.

Si le droit pénal belge sanctionne le proxénétisme d'une peine allant d'un an à cinq ans (article 380, § 1^{er}) et de manière aggravée - réclusion de dix à quinze ans - lorsqu'il abuse de la situation particulièrement vulnérable d'une personne (article 380, § 3), rien n'est cependant prévu concernant les clients du proxénétisme sauf s'il implique des mineurs.

La présente proposition vise dès lors à introduire une nouvelle disposition dans le Code pénal afin de sanctionner le fait de recourir sciemment aux services sexuels d'une personne victime de la traite des êtres humains.

Est ainsi prise en considération, dans la qualification de l'infraction, la situation individuelle de la victime. La définition de la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle est empruntée à la recommandation R(2000)11.

Par ailleurs, on n'insistera jamais assez sur la nécessité d'octroyer les moyens nécessaires aux autorités policières et judiciaires afin de démanteler les réseaux de prostitution forcée en s'attaquant d'abord aux auteurs et bénéficiaires de cette exploitation.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Cet article introduit une nouvelle disposition dans le Code pénal afin d'incriminer le fait de recourir aux services sexuels d'une personne victime de la traite des êtres humains. L'incrimination garantit ainsi la prise en considération, dans la qualification de l'infraction, de la situation individuelle de la victime.

Het is dan ook niet de bedoeling alle seksuele betrekkingen tussen vrije en instemmende volwassenen te bestraffen, ongeacht of ze al dan niet in de privé-sfeer plaatsvinden, maar wel de prostituant wanneer die wetens en willens misbruik maakt van de zeer precarie toestand van een persoon wegens zijn of haar onderwerping aan een netwerk voor gedwongen prostitutie of van een misdaadorganisatie. Het is immers onaanvaardbaar dat een persoon seksuele betrekkingen heeft, terwijl hij weet dat zijn partner onder dwang staat en diens toestemming dus een gebrek vertoont. De maatschappij moet bepaalde bakens uitzetten om de waardigheid en de integriteit van de mens te beschermen.

Het Belgisch strafrecht bestraft de pooier met gevangenisstraf van één jaar tot vijf jaar (artikel 380, § 1) en nog zwaarder - met dwangarbeid van tien tot vijftien jaar - indien de dader misbruik maakt van de bijzonder kwetsbare positie van een persoon (artikel 380, § 3). Het strafrecht gaat evenwel achteloos voorbij aan de klanten van de pooier, onderworpenheid of het weg nemen van organen, tenzij er minderjarigen bij betrokken zijn. (*vertaling*)

Bijgevolg wil dit voorstel een nieuwe bepaling in het Strafwetboek invoegen om het bewust gebruik maken van seksuele diensten van een persoon die het slachtoffer is van mensenhandel strafbaar te stellen.

Zo houdt de kwalificatie van het misdrijf rekening met de individuele positie van het slachtoffer. De definitie van het begrip mensenhandel met het oog op seksuele uitbuiting is overgenomen uit aanbeveling R(2000)11 van de Raad van Europa.

Overigens kan niet genoeg worden beklemtoond dat politie en gerecht de nodige middelen moeten krijgen om de netwerken van gedwongen prostitutie te ontmantelen door eerst wie zich schuldig maakt aan en wie baat heeft bij die vorm van uitbuiting aan te pakken.

COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELN

Artikel 2

Dit artikel voegt een nieuwe bepaling in het Strafwetboek in om het gebruiken van diensten van seksuele aard geleverd door een slachtoffer van mensenhandel te bestraffen. Bij de kwalificatie van het misdrijf wordt zo steeds rekening gehouden met de persoonlijke positie van het slachtoffer.

La définition de la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle est empruntée à la recommandation R(2000)11 du Comité des ministres du 19 mai 2000 condamnant la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle, qui constitue une violation des droits de la personne humaine et une atteinte à la dignité et à l'intégrité de l'être humain.

Marie NAGY (ECOLO)

De definitie van het begrip mensenhandel met het oog op seksuele uitbuiting, komt uit aanbeveling R(2000)11 van het Ministercomité van de Raad van Europa van 19 mei 2000, die mensenhandel met het oog op seksuele uitbuiting veroordeelt als een schending van de rechten van de menselijke persoon en van de waardigheid en de integriteit van de mens.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 380^{quater} du Code pénal est rétabli dans la rédaction suivante:

«Art. 380^{quater}. — Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cent EUR à mille EUR ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura obtenu des relations sexuelles par la remise, l'offre ou la promesse d'un avantage matériel ou financier avec une personne dont il savait ou aurait dû savoir qu'elle était victime de la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle.

Pour l'application du présent article, on entend par traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle, le recrutement par une ou plusieurs personnes physiques ou morales et/ou l'organisation de l'exploitation du transport ou de la migration - légale ou illégale - de personnes, même consentantes, en vue de leur exploitation sexuelle, le cas échéant par une forme quelconque de contrainte, en particulier la violence ou les menaces, l'abus de confiance, l'abus d'autorité ou l'abus d'une situation de vulnérabilité.».

8 octobre 2004

Marie NAGY (ECOLO)

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 380^{quater} van het Strafwetboek wordt hersteld in de volgende lezing:

«Art. 380^{quater}. — Met gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met geldboete van honderd EUR tot duizend EUR of met een van die straffen alleen wordt gestraft, hij die door het overhandigen, het aanbieden of het beloven van een materieel of financieel voordeel seksuele betrekkingen heeft verkregen met een persoon van wie hij wist of had moeten weten dat die het slachtoffer is van mensenhandel met het oog op seksuele uitbuiting.

Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder mensenhandel met het oog op seksuele uitbuiting, het werven door een of meer natuurlijke personen of rechtspersonen en/of het organiseren van de exploitatie van het vervoer of de - legale of illegale - migratie van personen, zelfs met hun instemming, met het oog op hun seksuele uitbuiting, in voorkomend geval door middel van enige vorm van dwang, in het bijzonder geweld of bedreiging, misbruik van vertrouwen, misbruik van gezag of misbruik van een kwetsbare positie.».

8 oktober 2004